



# Assemblée générale

Distr. générale  
11 juin 2002

---

## **Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux**

**Résolution adoptée par le Comité spécial à sa 6e séance,  
le 10 juin 2002**

### **Décision du Comité spécial en date du 21 juin 2001 concernant Porto Rico**

*Le Comité spécial,*

*Gardant à l'esprit* la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, ainsi que les résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

*Rappelant* que, dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988, l'Assemblée générale a proclamé la décennie commençant en 1990 Décennie de l'élimination du colonialisme et que, conformément à sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, l'Assemblée générale a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme,

*Tenant compte* des 20 résolutions et décisions du Comité spécial concernant la question de Porto Rico, qui figurent dans les rapports du Comité spécial à l'Assemblée générale,

*Rappelant* que le 25 juillet 2001 marque le cent quatrième anniversaire de l'intervention des États-Unis d'Amérique à Porto Rico,

*Rappelant également* les diverses initiatives prises par les représentants politiques de Porto Rico et des États-Unis ces dernières années, qui n'ont pas permis à ce jour d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico,

*Soulignant* que les États-Unis doivent instaurer les conditions nécessaires à la pleine application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

*Ayant à l'esprit* les mesures récemment adoptées par les deux chambres de l'Assemblée législative, recommandant de convoquer une assemblée constituante



souveraine du peuple portoricain, dans le cadre de la recherche de moyens d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico,

*Considérant* que les Marines des États-Unis utilisent depuis plus de 60 ans l'île de Vieques (Porto Rico) pour y mener des manoeuvres militaires, ce qui fait que la population civile n'a accès qu'à une zone qui constitue à peine le quart de la superficie de l'île et ce qui a des répercussions négatives sur la santé de la population ainsi que sur l'environnement et le développement économique et social du territoire,

*Regrettant* que les États-Unis aient repris leurs manoeuvres militaires et leurs bombardements sur l'île habitée de Vieques et aient recommencé à évacuer et à emprisonner des centaines de manifestants pacifiques, y compris des personnalités politiques, et imposé de nouvelles restrictions à la population civile,

*Notant* que le Président des États-Unis a exprimé l'intention de mettre fin le 1er mai 2001 au plus tard aux manoeuvres militaires sur l'île de Vieques,

*Notant* que les Portoricains et leur gouvernement s'accordent sur la nécessité de mettre fin d'urgence aux manoeuvres militaires sur l'île de Vieques et de recouvrer cette zone occupée,

*Rappelant* qu'un référendum officiellement organisé par le Gouvernement portoricain le 29 juillet 2001 a montré qu'une majorité écrasante d'habitants de l'île de Vieques était favorable à l'arrêt immédiat et permanent des manoeuvres militaires sur l'île,

*Notant également* que les Portoricains s'accordent sur la nécessité de libérer les prisonniers portoricains qui purgent dans des prisons américaines des peines liées à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico,

*Rappelant* la libération de 11 prisonniers politiques portoricains en 2000,

*Notant en outre* que dans le Document final de la treizième Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Cartagena (Colombie) les 8 et 9 avril 2000<sup>1</sup>, le Communiqué final de la Réunion des ministres des affaires étrangères et des chefs de délégation des États membres du Mouvement des non-alignés, tenue à New York le 14 novembre 2001<sup>2</sup>, et le Communiqué final de la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés, tenue à Durban (Afrique du Sud), du 27 au 29 avril 2002, ont réaffirmé le droit du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et demandé au Comité spécial de rester saisi de la question de Porto Rico,

*Ayant entendu* des déclarations et des témoignages représentatifs de diverses tendances du peuple portoricain et de ses institutions sociales,

*Ayant examiné* le rapport du Rapporteur du Comité spécial sur l'application des résolutions relatives à Porto Rico<sup>3</sup>,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée

---

<sup>1</sup> A/54/917-S/2000/580, annexe.

<sup>2</sup> A/56/682-S/2001/1159, annexe.

<sup>3</sup> A/AC.109/2002/L.4.

générale et l'applicabilité à Porto Rico des principes fondamentaux énoncés dans cette résolution;

2. *Réaffirme également* que le peuple portoricain est une nation d'Amérique latine et des Caraïbes dotée manifestement de sa propre identité nationale;

3. *Demande* au Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'assumer la responsabilité qui lui incombe de mener rapidement à bien un processus permettant au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico;

4. *Constate avec satisfaction* que les dernières années ont été marquées par des progrès vers la mise en oeuvre d'un mécanisme qui assurera la pleine participation de représentants de tous les courants d'opinion à Porto Rico, comme en témoignent les propositions tendant à convoquer une assemblée constituante souveraine du peuple portoricain;

5. *Réitère l'espoir* que l'Assemblée générale examinera la question de Porto Rico de manière approfondie et sous tous ses aspects;

6. *Prie instamment* le Gouvernement des États-Unis, compte tenu de la nécessité de garantir le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et de protéger ses droits fondamentaux, de faire cesser immédiatement les opérations et manoeuvres de ses forces armées sur l'île habitée de Vieques, de restituer le terrain occupé au peuple portoricain, de cesser de persécuter, d'incarcérer, d'arrêter et de maltraiter les manifestants pacifiques, de libérer immédiatement tous les détenus dans cette affaire, d'assurer l'exercice des droits de l'homme fondamentaux, tels que le droit à la santé et au développement économique, et de dépolluer les zones touchées;

7. *Demande* au Président des États-Unis d'Amérique de libérer tous les prisonniers politiques portoricains qui purgent des peines dans des prisons américaines dans le cadre d'affaires liées à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico;

8. *Prend note avec satisfaction* du rapport établi par le Rapporteur du Comité spécial<sup>3</sup> conformément à sa résolution du 21 juin 2001;

9. *Prie* le Rapporteur de lui rendre compte en 2003 de l'application de la présente résolution;

10. *Décide* de rester saisi de la question de Porto Rico.